

*Votre signature pour l'avenir de nos enfants.*

Il n'est désormais plus question que les dirigeants des syndicats de l'Éducation nationale dictent toutes les décisions importantes à l'Éducation nationale. Depuis trop longtemps, ils nuisent à nos enfants :

- par leur influence pernicieuse sur les méthodes et les programmes scolaires : ce sont eux qui ont imposé les nouvelles pédagogies responsables en grande partie de la régression du niveau des élèves ;

- par leur pouvoir sur les enseignants, dont ils contrôlent les mutations et les promotions, provoquant injustices, frustrations et découragement chez de nombreux professeurs méritants ;

- par leur noyautage méthodique de la haute administration de l'Éducation nationale, où la quasi-totalité des postes de pouvoir sont tenus par leurs militants ;

- par l'impunité qu'ils garantissent à leurs membres. Appartenir à un syndicat de l'Éducation nationale semble autoriser à se moquer ouvertement des directives officielles : ainsi l'inspecteur Frackowiak a-t-il prétendu échapper à toute sanction au mois d'octobre, sous prétexte qu'il avait agi contre son ministre « en qualité de syndicaliste » et non en tant qu'inspecteur !!!

- par leur opposition systématique aux réformes qu'ils n'ont pas eux-mêmes décidées ; depuis la rentrée, ils ont financé la fabrication et la diffusion de 500.000 brochures contre la méthode syllabique, pour faire échouer la réforme de l'apprentissage de la lecture ;

- par leur propagande politique incessante dans les écoles, où il n'est plus rare qu'ils incitent les élèves mineurs à descendre manifester dans les rues.

Sans parler du gâchis colossal des 800 000 heures de cours perdues chaque année à cause des grèves.

Tout cela serait impossible si les dirigeants des syndicats d'enseignants n'avaient pas 7 800 professeurs qui travaillent gratuitement pour eux sur leurs heures de cours, et d'énormes subventions publiques pour financer leurs actions.

D'après Jacques Marseille, auteur d'une récente enquête sur le financement des syndicats, 80 % des ressources de certains syndicats proviendraient de fonds publics et parapublics.

À l'Éducation nationale, une complète opacité règne sur leurs comptes, et aucun chiffre n'est jamais publié.

C'est donc une raison de plus pour que le ministre de l'Éducation arrête de remplir leurs coffres avec l'argent destiné à l'éducation de nos enfants.

C'est le moment idéal : les élections arrivent, Gilles de Robien n'a pas mieux à faire avant de quitter son poste de ministre.

Nous sommes un des derniers pays au monde à subventionner les syndicats. Des subventions qui permettent à leurs dirigeants de mener des actions que leurs propres adhérents désapprouveraient sans doute, s'ils étaient au courant :

- le 25 avril 2005, alors que des grèves de profs et de lycéens tournaient mal, avec de nombreux blessés, les dirigeants du syndicat Sud-Education ont exigé « l'abandon de toute poursuite à l'encontre des lycéens mis en examen », et des « sanctions » contre les policiers !

- le 7 juillet 2006, les dirigeants de la FSU, de l'UNSA et de la FERC-CGT ont exigé la relaxe de tous les délinquants arrêtés durant les manifestations anti-CPE, alors que des agressions parfois sanglantes avaient été commises, que rien ne pouvait excuser.

Ces pratiques sont d'autant plus choquantes qu'elles viennent de personnes impliquées dans l'éducation de nos enfants.

Sous la pression des syndicats, le coût de l'éducation en France a explosé les compteurs : 117 milliards d'euros en 2005.

La dépense moyenne par lycéen a augmenté de 50 % entre 1990 et 2004. Elle frôle aujourd'hui 10 000 euros par élève et par an.

Mais les résultats s'effondrent :

- Parmi les lycéens qui réussissent le bac et vont en fac, 40 % échouent dès la première année ;
- 100 000 sortiront de l'enseignement supérieur sans aucun diplôme ;
- Pire encore : parmi ceux qui décrochent un diplôme, 11 % sont toujours au chômage 3 ans après avoir quitté les amphis.

Pour notre pays, c'est un gâchis humain incalculable. Pour nos enfants, c'est une tragédie.

Nous sommes dans l'urgence absolue. Nous devons à tout prix forcer nos gouvernants à réformer notre système scolaire.

Il n'est plus l'heure de jouer au chat et à la souris avec les patrons des syndicats d'enseignants qui, de toutes façons, ne veulent rien changer. Pour eux, le seul impératif est la défense de leur pouvoir et de leurs privilèges. Dans la situation dramatique où nous sommes, c'est intolérable.

C'est pourquoi nous espérons vraiment que vous allez nous envoyer vos pétitions signées.

Gilles de Robien et Dominique de Villepin ont encore 18 semaines jusqu'aux élections. C'est plus qu'il n'en faut pour couper la pompe à subventions des syndicats de l'Éducation nationale et pour cesser les mises à disposition de professeurs.

Mais ils ne le feront que s'ils sentent derrière eux un puissant soutien populaire. Ce soutien, vous, et les membres de SOS Éducation, pouvez le leur apporter.

Gilles de Robien s'est attaqué à l'enseignement de la lecture. Il n'est pas si courant qu'un ministre de l'Éducation soit prêt à mouiller sa chemise.

Ne faisons pas l'erreur de laisser passer l'occasion d'inciter un ministre en place à prendre une mesure aussi salutaire pour l'éducation de nos enfants.